

Candidat de Défense des Libertés

présenté par Pierre Poujade

Raymond MIGNAN

Représentant de Commerce

Officier de Réserve — Ancien Prisonnier de Guerre

Chevalier de la Légion d'Honneur à titre militaire

Croix de Guerre avec palme

Remplaçant éventuel : **Roger THOMAS**, cultivateur à Clévilliers

Françaises, Français,

La consultation électorale à laquelle vous êtes appelés est sans doute la dernière occasion qui vous est offerte de décider par un bulletin de vote :

Si vous voulez sauvegarder vos libertés et votre patrimoine familial, ou si vous consentez à la collectivisation ;

Si vous entendez que la France, gouvernée par les mêmes pour que « ça continue », reçoive ses ordres de Washington ou de Londres et demain de Moscou, ou si vous entendez que la France soit aux Français, indépendante et souveraine maîtresse de son destin et de son patrimoine pour garantir la paix dans le monde.

En 1956, tout devait changer, les collectivités et leurs complices vous l'avaient promis.

Avec leurs pleins pouvoirs, tout s'est aggravé : la gabegie de l'Etat et les impôts, la ruine du franc et notre dépendance de l'étranger ; l'abandon de nos richesses africaines et l'effondrement de notre prestige se sont précipités.

Ils ont tant fait que la IV^e République s'est écroulée sous le poids de ces trahisons.

Le 13 mai, un espoir est né : Tout pouvait changer.

La venue du général de Gaulle et son autorité ont fait espérer à l'immense majorité des Français un redressement national.

Le général de Gaulle pouvait favoriser la promotion d'hommes nouveaux, changer de politique et congédier les politiciens ; il pouvait consulter la nation sur ses vœux et doléances, avec l'appui du peuple libérer l'Etat des tutelles financières qui le tiennent asservi.

Ce fut le sens du référendum. Depuis, rien n'est changé.

La V^e République a réinstallé les mêmes hommes pour précipiter la réalisation de la même politique.

Pour une France nouvelle, il fallait des hommes nouveaux.

Sous l'autorité du général de Gaulle, les mêmes valets de la Finance poursuivent la collectivisation du pays, commandée par l'entrée en vigueur du Marché commun :

- fonctionnarisation du Commerce, déjà décrétée ;
- ruine de l'Agriculture par la politique de crédit et les importations de choc ;
- Concentration industrielle au bénéfice des trusts ;
- Compression du pouvoir d'achat ouvrier ;
- Chômage et ses conséquences.

Après les abandons de la Syrie, du Liban, des comptoirs de l'Inde, de l'Indochine, du Maroc et de la Tunisie, que nous continuons à subventionner ;

Le système, nouvelle formule, d'un seul élan offre gratuitement aux peuples d'Afrique de se détacher de la France.

Après l'Armée trahie, nous allons continuer de payer pour des territoires que nous aurons vendus, alors que nos campagnes sont privées de crédits d'équipement.

Le déficit extérieur ne peut se chiffrer, et la dette intérieure s'élève à 11 mille milliards.

Monsieur Pinay disait que la publication du rapport des Sages, établissant le bilan de la Maison France, « ne peut être publié ; ce serait la Révolution. »

Pour que ça change ;

Pour faire barrage au collectivisme :

Endiguer la ruine et faire échec aux abandons,

VOUS ELIREZ UN HOMME NOUVEAU

La résistance à la socialisation et aux abandons, conduite par des hommes, a permis de retarder les échéances.

Aujourd'hui, les Français qui travaillent sont le dos au mur.

Pour la défense des libertés ;

Pour rendre un Etat indépendant à la France, en 58 comme en 56, il n'est qu'un recours : liquider les conséquences de la décomposition et de la trahison politicienne par

L'Union des braves gens,

Les Etats généraux.

Français, Françaises, balayez le Système !

Libérez-vous !

Raymond MIGNAN.